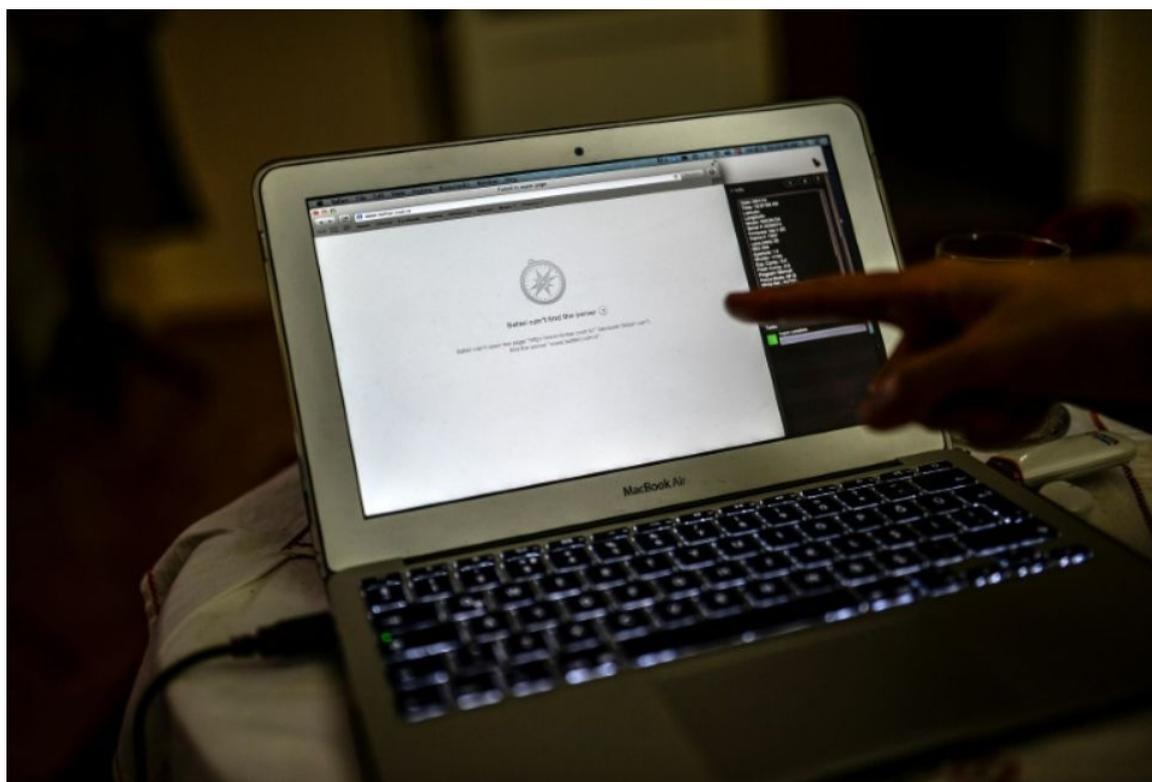


Face à la déferlante de fausses infos, les fact-checkeurs rêvent d'une riposte

Par [AFP](http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp) (<http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp>) — 16 décembre 2016
à 15:15 (mis à jour à 15:31)



Créés pour vérifier les assertions chiffrées des politiques, les "fact-checkeurs" ciblent maintenant les "fake news" relayées sur internet
Photo BULENT KILIC. AFP

Non, le Pape n'a pas soutenu Trump. Non, un proche d'Hillary Clinton n'a pas camouflé un réseau pédophile dans une pizzeria. Et Trump n'a jamais déclaré qu'il ne voulait pas «perdre son temps» à rencontrer François Hollande.

Mais il a suffi d'un tweet pour que d'innombrables internautes y croient.

Chiffres et preuves ne pèsent guère face aux fausses infos («fake news») qui envahissent internet bien plus vite que toute information vérifiée: c'est le constat un peu amer des «fact-checkeurs», ces journalistes qui s'évertuent à vérifier factuellement déclarations ou rumeurs. Une impuissance mise en évidence lors de l'élection américaine, rythmée par des assertions fausses.

Taxés de parti pris par ceux qu'ils mettent en cause, les fact-checkeurs se sont aussi retrouvés accusés d'inutilité. D'autres comme l'économiste Frédéric Lordon, un des acteurs de «Nuit Debout», leur reproche de défendre sans le dire une idéologie, sous couvert de chiffres.

«A force de nous critiquer il ne restera que les médias anti-système», rétorque Samuel Laurent, patron des «Décodeurs» du Monde (13 personnes), figure de proue du fact-checking en France, aux côtés de la rubrique «Désintox» de Libération et d'Arte et du «Vrai du faux» de franceinfo.

Créés pour vérifier les assertions chiffrées des politiques, leurs cibles principales sont maintenant les «fake news» colportées pour motifs commerciaux ou idéologiques et relayées par des millions de suiveurs.

- Des sites labellisés -

Pour mieux se faire entendre, ils explorent de nouvelles pistes. Avec un appui de poids: Facebook, accusé d'être le principal vecteur de propagation de fausses infos, teste un nouveau bouton permettant aux internautes de les signaler pour qu'ils soient transmis à des sites spécialistes de la vérification.

«Internet est plus puissant que les médias traditionnels», constate Samuel Laurent, inquiet des attaques de sites américains comme Infowars ou Breitbart qui accusent le New York Times et CNN d'être eux les propagateurs de «fake news» et essaient ainsi de «tuer la crédibilité des médias traditionnels».

Les «Décodeurs» préparent leur riposte. «Content Check», prévu pour juin 2017 avec l'Agence nationale de la Recherche, permettra, à côté des déclarations d'un responsable, de vérifier automatiquement ses assertions avec des statistiques, en se branchant sur Eurostat ou l'INSEE. «Une sorte de machine à vérifier», explique son patron.

Second projet, prévu dès janvier, une extension Firefox et Chrome qui apposera un logo vert, orange ou rouge pour signaler la fiabilité ou non d'un site.

«Nous avons recensé environ un millier de sites, surtout français et anglo-saxons», explique Samuel Laurent, qui espère étendre ce projet à d'autres grands sites internationaux et permettre aux internautes de participer.

C'est le choix du site américain Slate, qui lance une extension qui signale les fausses infos sur Facebook par un logo «This is fake». Cet outil oriente ensuite vers un article fiable pour en bloquer la propagation.

Les histoires publiées par des sites falsificateurs en série seront également signalées. Pour détecter les fausses infos, Slate veut s'appuyer sur les signalements d'internautes mais déplore la difficulté de l'exercice.

- 'Le faux gagne' -

Pour Antoine Krempf, de franceinfo, le fact-checking a eu un impact sur les politiques. «Mais côté grand public, nous n'avons aucun impact sur ceux qui sont déjà convaincus (...) Une seule image est bien plus puissante qu'un fact-checking. Nous réfléchissons à des formats moins austères, comme des images ou des vidéos, qui reprennent les codes des fake news», explique-t-il.

«Pour l'instant, en audience, c'est le faux qui gagne», déplore Cédric Mathiot, de «Désintox»: «La vidéo d'un entrepreneur contre le RSI (régime social des indépendants), avec des chiffres abracadabrants, a fait 5 millions de vues. Quand on voit ce que pèse un journal !...»

Il est toutefois très réticent à l'idée de labelliser les sites, qui pourrait renforcer «l'idée inacceptable d'un gendarme du vrai et du faux». Il faut «davantage de pédagogie et de débats», conclut-il.

Même la Commission européenne s'y met: elle lance cette semaine une rubrique de fact-checking contre les «euromythes», pour éviter que, pendant la campagne

électorale française, l'Europe porte le chapeau de tous les maux. Avec comme arme, les dessins humoristiques de Nicolas Vadot, du magazine belge «Le Vif». ◀

[AFP \(http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp\)](http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp)

RECOMMANDÉ PAR LIGATUS

CONTENU RECOMMANDÉ PAR LIGATUS



Découvrez la Camera 360° de la nouvelle SEAT ATECA
Vision 360°



Profitez d'une remise de 100€ pour l'achat de l'appareil Dorylax jusqu'au 10/12
Combattre ses maux de dos



Découvrez l'île de La Réunion et ses paysages spectaculaires !
Paysages spectaculaires



Devenez propriétaire dans le neuf près de Lyon et profitez de prix maîtrisés !
VINCI Immobilier



Vous êtes fonctionnaire ? Découvrez la Préfon et cotisez pour votre retraite
Complémentaire Retraite



En parrainant une fille dans le monde, vous changez son avenir !
Je parraine une fille



Célébrez un moment inoubliable avec un bijou Pandora !
Pandora Collection Noël



Pour les fêtes de fin d'année, offrez des monnaies de 10€ et 50€ argent.
Monnaies Petit Prince